



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Le groupe AFD et l'Europe

Ensemble pour des
partenariats durables



#MondeEnCommun

SOMMAIRE

275 projets pour soutenir les ODD P. 4

« Le groupe AFD est un élément moteur et structurant de l'Équipe Europe », avec Koen Doens, directeur général des Partenariats internationaux (DG INTPA), Commission européenne P. 6

Énergie : pour une offre accessible, efficiente et décarbonée P. 8

Préserver la biodiversité et l'environnement P. 10

« L'AFD est un partenaire de premier plan pour l'Union européenne », avec Gert Jan Koopman, directeur général du Voisinage et des Négociations à l'élargissement (DG NEAR), Commission européenne P. 12

Coordonner les réponses aux crises P. 14

La mobilisation d'un Groupe P. 16

Agir ensemble pour améliorer l'accès aux soins P. 18

Une facilité de recherche pour mieux comprendre les inégalités P. 20

« L'aide peut contribuer à l'affirmation géopolitique de l'Europe », avec Anna Lipchitz, responsable de la division Europe de l'AFD et représentante du groupe AFD auprès des institutions européennes P. 22



ÉDITO

« Les réseaux européens renforcent notre efficacité sur le terrain »

Par **Rémy Rioux**, directeur général du groupe AFD

Répresentant à elle seule près de la moitié de l'aide publique au développement mondiale, l'Europe est le continent le plus solidaire au monde. Dans un contexte géopolitique fragmenté, cet engagement lui confère un rôle clé afin de rassembler et de fédérer autour de défis communs.

La stratégie Global Gateway et l'approche #TeamEurope en sont les piliers, qui se déploient partout dans le monde.

La France, avec le groupe AFD, y joue un rôle central. Aux côtés de la Commission européenne, nous participons depuis 2008 à la politique d'investissement solidaire européen grâce à un dialogue commun avec les pays et des cofinancements croissants.

L'Équipe Europe s'incarne également au quotidien dans nos nombreuses collaborations avec nos interlocuteurs bilatéraux européens. Le Joint European Financiers for International Cooperation (JEFIC) – le réseau des banques

publiques de développement à vocation internationale de l'Europe – a permis à l'AFD et à ses homologues allemands, espagnols, italiens et polonais de mobiliser près de 21 milliards d'euros en 2022. Proparco représente notre Groupe au sein du réseau des European Development Finance Institutions (EDFI) tandis qu'Expertise France préside depuis 2023 le Practitioner's Network (PN), faisant du groupe AFD la seule entité européenne présente dans les trois réseaux constitutifs de #TeamEurope.



15 ans
de partenariat
entre l'AFD
et la Commission
européenne

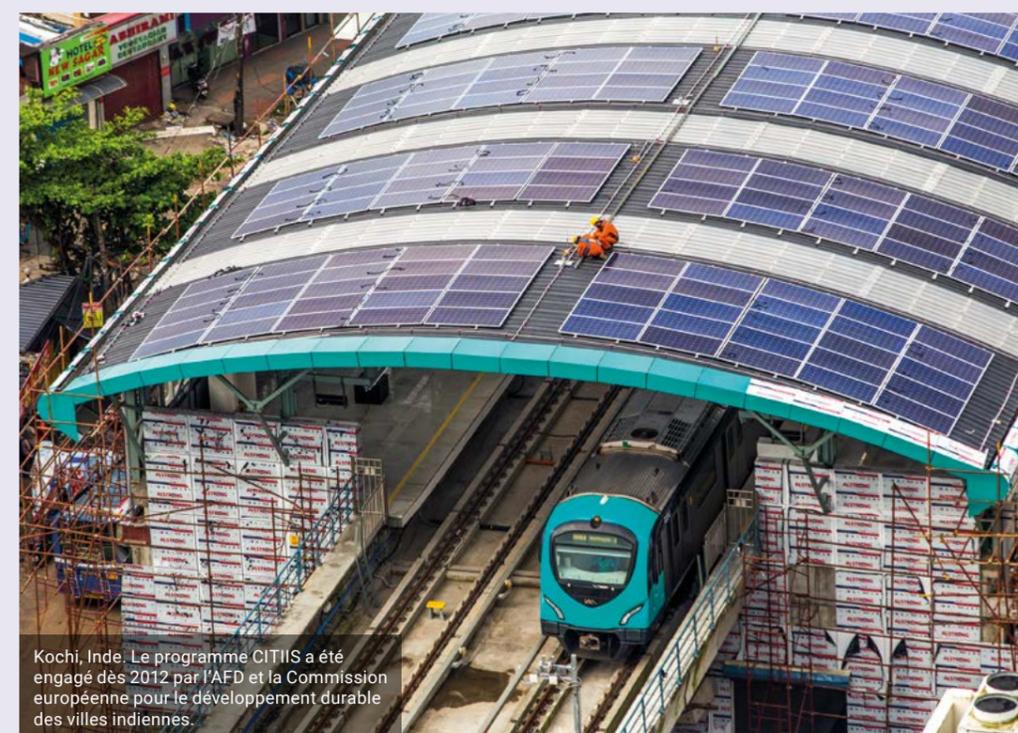
Nous participons depuis 2008 à la politique d'investissement solidaire européen grâce à un dialogue commun avec les pays et des cofinancements croissants.

Ces réseaux, au-delà de la confiance mutuelle qu'ils réaffirment au sein de la famille européenne, nous dotent d'une visibilité nouvelle et d'une efficacité renforcée sur le terrain. En témoigne l'initiative Équipe Europe Investing in Young Businesses in Africa (IYBA), par laquelle nos trois entités soutiennent les jeunes entrepreneurs africains ; ou encore le programme City Investments to Innovate, Integrate and Sustain (CITIIS), engagé dès 2012 par l'AFD et la

Commission européenne pour le développement durable des villes indiennes et renforcé avec le soutien allemand de la KfW, notre premier partenaire bilatéral.

Le groupe AFD, avec la Commission européenne, la Banque européenne d'investissement (BEI), la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et toutes les institutions de développement des États membres de l'Union européenne constituent une plateforme unique d'échanges. Celle-ci facilite le partage d'expériences avec tous nos partenaires dans le monde pour atteindre les Objectifs de développement durable et la neutralité carbone.

Ensemble, continuons à bâtir, avec respect, modestie et détermination, cette Europe des solutions de développement durable et des partenariats internationaux.



Kochi, Inde. Le programme CITIIS a été engagé dès 2012 par l'AFD et la Commission européenne pour le développement durable des villes indiennes.

275 projets pour soutenir les ODD

Animés par des convictions communes, le groupe AFD et l'Union européenne travaillent ensemble pour renforcer l'impact de leurs financements sur le terrain et l'efficacité de l'aide au développement. Leur coopération s'est renforcée au fil du temps, à travers un dialogue continu, la réalisation d'études communes qui contribuent à alimenter le débat d'idées européen, ainsi que le cofinancement d'opérations conjoints.

Un partenariat central

Depuis 2008, l'AFD est accréditée à la gestion de fonds européens. De 2014 à 2022, elle a ainsi bénéficié de plus de 3 milliards d'euros de ressources européennes, en soutien au cofinancement de 275 projets, dans 74 pays. Un nombre qui s'élève à quelque 350 projets si l'on tient compte de ceux portés par Expertise France et Proparco, les deux autres entités du groupe AFD.

Le partenariat du groupe AFD avec la Commission européenne couvre une grande variété de secteurs. En tête, le secteur de l'énergie, talonné par celui regroupant l'agriculture, la biodiversité et le développement durable, mobilisent plus de 40 % des financements. Par ailleurs, l'AFD est la seule institution financière à intervenir sur certaines facilités de mixage dans la santé, l'éducation ou encore l'agriculture.

Aujourd'hui, le groupe AFD se mobilise pour répondre au mieux aux enjeux de la programmation européenne 2021-2027 et pour donner une dimension plus stratégique à son partenariat avec l'Union européenne.

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

27 projets AFD

150 M€

soit 5 % des fonds européens délégués à l'AFD

→ Voir page 21

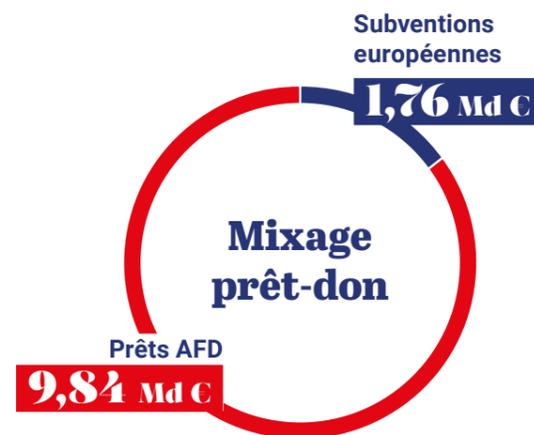
MULTI-PAYS

5 projets AFD

53 M€

soit 2 % des fonds européens délégués à l'AFD

→ Voir pages 9, 11, 15, 16 et 20-21



VOISINAGE EUROPÉEN

51 projets AFD

963 M€

soit 30 % des fonds européens délégués à l'AFD

→ Voir pages 11, 15, 17 et 19

3,2 Md €

délégués par l'Union européenne à l'AFD de 2014 à 2022

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

146 projets AFD

1,7 Md€

soit 52 % des fonds européens délégués à l'AFD

→ Voir pages 9, 15, 16, 19 et 21

ASIE ET PACIFIQUE

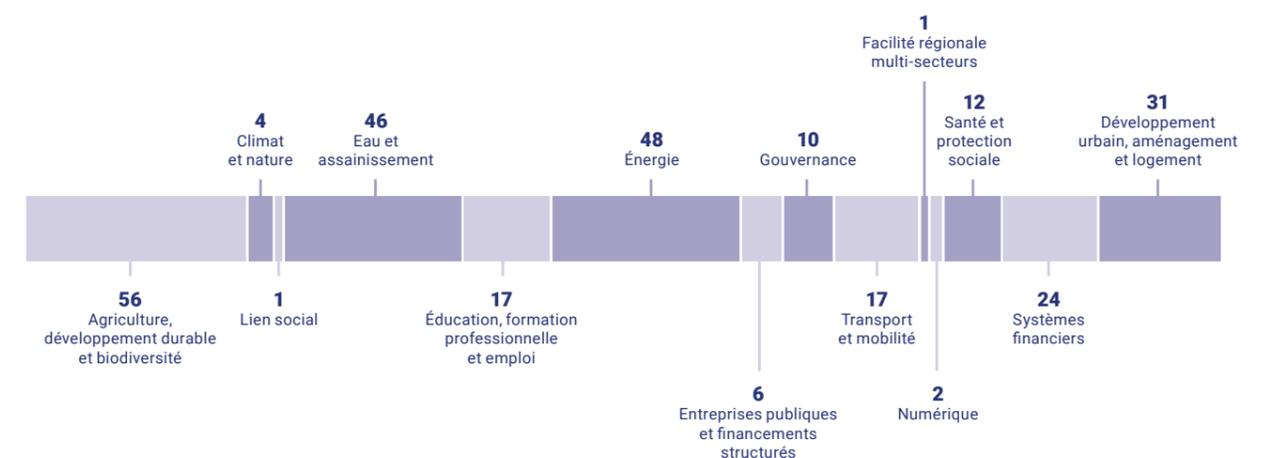
46 projets AFD

355 M€

soit 11 % des fonds européens délégués à l'AFD

→ Voir page 11

Répartition des projets AFD par secteur d'activité





« Le groupe AFD est **un élément moteur** et structurant de l'Équipe Europe »

Avec **Koen Doens**, directeur général des Partenariats internationaux (DG INTPA), Commission européenne



Baie de Hann, Sénégal. Le projet d'assainissement de la zone, financé par l'AFD et l'Union européenne, est la première opération de dépollution industrielle de grande ampleur en Afrique de l'Ouest. Il prévoit de déployer des infrastructures de collecte et de traitement des effluents avant rejet en mer tout en introduisant le principe pollueur-payeur.

Quels atouts le groupe AFD apporte-t-il à la coopération européenne ?

Le groupe AFD est un élément moteur et structurant de l'Équipe Europe. L'AFD, Expertise France et Proparco se placent en première ligne pour démontrer la valeur ajoutée et le savoir-faire des États membres dans la mise en œuvre de l'agenda européen.

L'investissement du groupe AFD dans un très grand nombre d'initiatives Équipe Europe, mais aussi sa participation aux différents réseaux qui constituent l'architecture européenne de l'aide sont essentiels. Coopérer avec le groupe AFD, c'est la garantie de se rassembler autour de priorités communes et d'avancer ensemble vers des objectifs communs. C'est aussi une offre de qualité pour nos pays partenaires, en cohérence avec les Objectifs de développement durable et en lien avec les intérêts stratégiques de l'Union européenne.

Le groupe AFD a un rôle à jouer dans le renforcement des réseaux européens et dans la mise en œuvre de l'action extérieure européenne.

Avez-vous une attente particulière à l'égard du Groupe ?

L'intégration d'Expertise France au sein du groupe AFD répond encore plus aux besoins de nos partenaires. Nous suivons avec intérêt cette dynamique, le format Équipe France faisant écho à l'approche Équipe Europe pour plus de visibilité sur la scène internationale, dans un contexte de compétition géopolitique accrue. Cette approche Équipe Europe répond à notre ambition de mieux travailler ensemble – via une meilleure coordination de nos

interventions et la mutualisation de nos efforts – afin d'augmenter l'impact et l'efficacité de notre action dans les pays partenaires.

Le groupe AFD a un rôle à jouer dans le renforcement des réseaux européens – le réseau des European Development Finance Institutions (EDFI), le Joint European Financiers for International Cooperation (JEFIC) et le Practitioner's Network (PN) – mais aussi plus généralement dans la mise en œuvre de l'action extérieure européenne.

Pour relever les nombreux défis du développement durable, la participation du secteur privé sera également déterminante. Je compte sur le groupe AFD pour continuer à impulser et encourager le travail en format européen, à mobiliser les institutions financières de développement européennes et à construire des ponts avec les entreprises, qui sont des atouts clés pour atteindre nos objectifs.

Quel regard portez-vous sur l'accord de cofinancement signé en mars 2023 au sein du JEFIC ?

Cet accord s'est concrétisé sous le patronage de la Commission européenne entre l'AFD, la KfW, la Cassa Depositi e Prestiti (CDP) italienne et l'Agence espagnole de coopération pour le développement (AECID). La Commission européenne voit d'un œil positif cet accord visant à rapprocher les bailleurs de fonds européens pour la coopération internationale. Cette coopération renforcée va dans le sens de l'approche Équipe Europe que nous encourageons et facilitera la mise en œuvre de la stratégie Global Gateway (voir encadré ci-contre). Ce genre d'initiatives, visant à mieux travailler ensemble, nous rapproche de notre objectif d'être plus efficaces sur le terrain et d'avoir plus de visibilité en format européen vis-à-vis de nos partenaires.

Global Gateway, une réponse commune aux défis mondiaux

Lancée en 2022, la stratégie européenne Global Gateway vise à relever les défis mondiaux les plus urgents : climat, santé, transports, sécurité des chaînes d'approvisionnement... Elle mobilisera pour cela jusqu'à 300 milliards d'euros d'ici 2027. Ces investissements se feront en faveur de projets durables en tenant compte des besoins des pays partenaires, des intérêts de l'Union européenne et de ses États membres.

Par sa participation aux initiatives Équipe Europe et à de nombreux projets phares labélisés Global Gateway, le groupe AFD contribue à fédérer les forces de la coopération européenne autour de projets à fort impact transformationnel. « La coordination entre les trois entités du Groupe est déterminante, souligne Koen Doens. Fort de sa palette d'outils et de son savoir-faire multisectoriel, le groupe AFD contribue à stimuler l'investissement et attire le secteur privé dans nos pays partenaires, tout en offrant une capacité d'assistance technique pour soutenir ces dynamiques. » Tel est le modèle que souhaite proposer l'Union européenne à ses partenaires : une offre « à 360 degrés » intégrant des outils de financement (prêts, dons, garanties) et des mesures d'accompagnement (assistance technique, promotion de normes et de standards sociaux et environnementaux élevés, etc.).



La facilité ARE Scale-up accompagne le développement d'une offre d'énergie sécurisée, durable et accessible en Afrique.

Énergie

Pour une offre accessible, efficiente et décarbonée

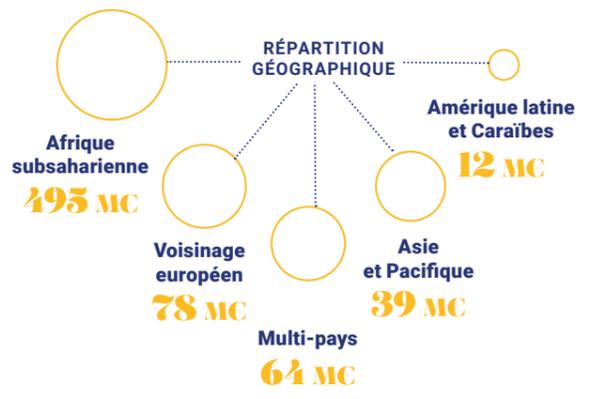
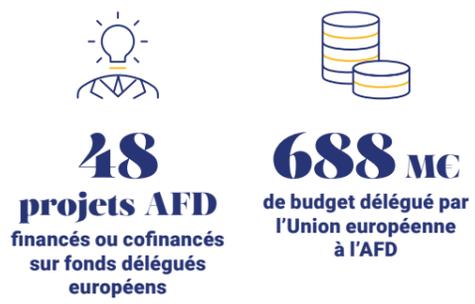
Près de 800 millions de personnes n'ont pas accès à l'électricité dans le monde, dont 600 millions en Afrique subsaharienne. Pour cuisiner et se chauffer, 2,8 milliards de personnes ont recours aux combustibles traditionnels, se mettant en danger quotidiennement. Cette situation entrave la compétitivité économique, freine le développement des pays, et limite l'accès à la santé et à l'éducation. La transition énergétique est une opportunité économique, sociale et environnementale.

Encourager la transition énergétique

Pour favoriser cette transition et accroître l'accès à des services énergétiques fiables, propres et décarbonés, le groupe AFD appuie les filières d'énergies renouvelables dans les pays en développement. Un engagement partagé par l'Union européenne. Les deux projets présentés ci-contre illustrent particulièrement ces ambitions communes. La facilité de financement ARE Scale-up, créée en 2016, vise à accélérer le développement des énergies renouvelables sur le continent africain. Au Mozambique, le programme PROLER, en cours depuis 2018, doit quant à lui permettre de déployer une capacité totale d'environ 120 mégawatts d'électricité d'ici 2024.

L'accès à l'énergie est à la croisée de nombreux enjeux : compétitivité économique, éducation, santé...

DE 2014 À 2022*



(* Données AFD)

Faciliter la transition énergétique en Afrique

Financement : 16 M€ dont 12 M€ de subvention UE déléguée à l'AFD et 4M€ de subvention AFD
Bénéficiaires : États et entités publiques ou parapubliques
Période : 2017-2024



IMPACTS

- Plus de **300 MW** d'énergies renouvelables installés à terme dans plus de **20 pays** d'Afrique
- 3 millions** de ménages ont accès à l'électricité
- Moins **500 000 t éq. CO₂** d'émissions par an

Réseaux vétustes, cadres réglementaires inadéquats, manque de compétences... Les obstacles à surmonter pour développer massivement les énergies renouvelables en Afrique sont nombreux. La facilité ARE Scale-up, lancée par le groupe AFD et la Commission européenne en 2016, contribue à tenir l'engagement de la France d'accompagner le développement des énergies renouvelables en Afrique à hauteur de 2 milliards d'euros.

ARE Scale-up accompagne le développement d'une offre d'énergie sécurisée, durable et accessible en Afrique. Son objectif est d'augmenter l'accès à l'énergie pour les populations éloignées des réseaux électriques et de déployer des énergies renouvelables raccordées aux réseaux. La facilité complète ainsi les grandes initiatives internationales que sont l'Africa Renewable Energy Initiative (AREI) et Sustainable Energy for All (SEforALL).

La mise en œuvre d'ARE Scale-up se fait en étroite collaboration avec les acteurs publics de l'énergie. L'enjeu est d'améliorer le cadre institutionnel et réglementaire des pays partenaires en matière de production d'énergies renouvelables et de préparer le financement de projets publics et privés.

Soutenir les énergies renouvelables au Mozambique

Financement : 30,7 M€ de subvention UE, garanties de paiement public AFD de 7 à 8 M€ par projet, contre-garanties en partie de l'UE
Bénéficiaire : Electricidade de Moçambique
Période : 2018-2024



L'accès au réseau électrique a triplé au Mozambique ces dernières années, passant de 8 % en 2006 à 31 % en 2019. La demande en électricité devrait augmenter chaque année de 7 à 8 %, portée par une politique gouvernementale visant l'accès universel pour 2030. Pour soutenir cette dynamique, l'AFD appuie le programme PROLER, destiné à développer la production d'électricité dans le pays à partir d'énergies renouvelables. PROLER doit permettre de déployer une capacité totale d'environ 120 mégawatts, répartie en quatre infrastructures distinctes : trois projets solaires photovoltaïques sont envisagés dans le nord du pays ; un quatrième site a été retenu pour le déploiement d'un projet éolien.

IMPACTS

- 120 MW** de production électrique supplémentaire installés à terme à un tarif compétitif
- 300 000 ménages** ont accès à l'électricité
- Moins **25 000 t éq. CO₂** d'émission par an
- Un cadre national d'appels d'offres pour des projets d'énergies renouvelables

L'AFD accompagne l'opérateur Electricidade de Moçambique et les autorités locales dans la préparation et le lancement des appels d'offres. Elle finance également une partie des investissements et des coûts de connexion au réseau, et apporte un appui sur l'ensemble des enjeux environnementaux et sociaux. Aux sociétés privées productrices d'électricité qui répondent à ces appels d'offres, l'AFD propose aussi la mise en place d'un mécanisme de garantie de liquidité pour Electricidade de Moçambique.



Préserver la biodiversité et l'environnement

Grâce aux solutions fondées sur la nature, l'initiative Kiwa protège la biodiversité dans les îles du Pacifique.

Renforcer la résilience climatique dans le Pacifique

Financement : 75,5 M€ en subventions, dont 40 M€ de l'AFD, 19,9 M€ de l'UE + autres bailleurs
Bénéficiaires : CPS, PROE, UICN, WCS, Birdlife, OneReef
Période : 2020-2028



IMPACTS

Des populations et des écosystèmes moins vulnérables face au changement climatique

Plus d'espaces naturels terrestres et marins gérés durablement

Une coopération régionale renforcée

L'initiative Kiwa renforce la résilience au changement climatique des écosystèmes, des communautés et des économies des îles du Pacifique. Portée par la France, l'Union européenne, le Canada, la Nouvelle-Zélande et l'Australie, elle couvre dix-neuf pays et territoires, dont la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française et Wallis-et-Futuna.

En partenariat étroit avec les principales organisations régionales du Pacifique, Kiwa finance des projets de solutions fondées sur la nature à l'échelle locale, nationale ou régionale. Ces projets visent des objectifs très variés : développement d'un réseau de fermes biologiques pédagogiques pour améliorer la sécurité alimentaire, planification et mise en œuvre de l'adaptation basée sur les écosystèmes à l'échelle de territoires, gestion intégrée de bassins versants, conservation et restauration de mangroves et de récifs coralliens pour lutter contre les catastrophes naturelles, lutte contre les espèces exotiques envahissantes, la gestion communautaire des pêcheries... Ils contribuent également à la promotion de l'égalité femmes-hommes, des droits humains et de l'inclusion sociale.

Destruction des milieux naturels liée au changement d'utilisation des terres et des mers, surexploitation et extinction des espèces, changement climatique, pollution... Les pressions sur la biodiversité s'accroissent et l'impact sur les populations et les économies est sans précédent. La protection de la biodiversité est au cœur de la stratégie du groupe AFD. Les projets financés en la matière visent à enrayer la perte en biodiversité, à assurer la protection des écosystèmes et à accompagner la restauration et la gestion des espaces naturels, avec et au bénéfice des populations.

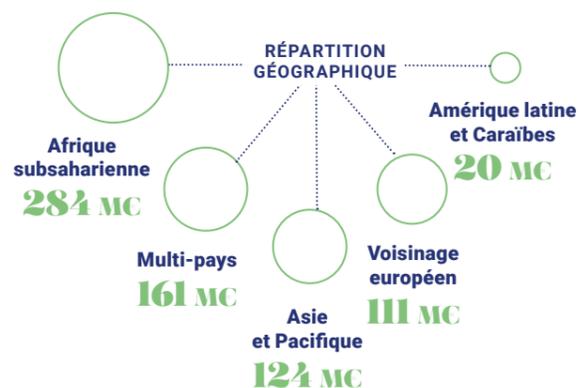
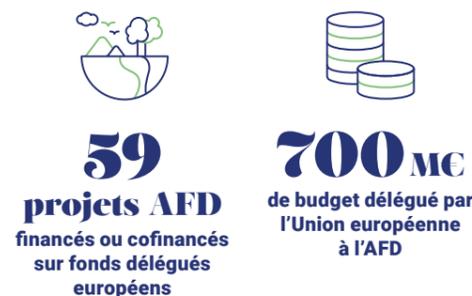
Un marqueur stratégique transversal

Chaque projet financé par le Groupe est désormais évalué au regard de son impact sur la biodiversité. En 2022, 736 millions d'euros ont ainsi été engagés par le Groupe pour contribuer directement ou indirectement à la préservation de la biodiversité dans les pays en développement et dans les Outre-mer français.

Chaque projet financé par le groupe AFD est désormais évalué au regard de son impact sur la biodiversité.

La biodiversité est également au cœur des préoccupations stratégiques de la direction générale des Partenariats internationaux de la Commission européenne (DG INTPA). Cette dernière intensifie ses efforts pour soutenir la conservation, la gestion et l'utilisation durables des ressources naturelles, de la biodiversité et des écosystèmes.

DE 2014 À 2022*



(* Données AFD)

En Égypte, améliorer l'assainissement des eaux usées

Financement : 183,4 M€ dont 52 M€ de prêt AFD, 25,1 M€ de subvention UE + autres bailleurs
Bénéficiaire : État égyptien
Période : 2022-2028



IMPACTS

Diminuer les pollutions liées aux eaux usées

Renforcer la capacité de traitement

Réduire la consommation d'énergie et l'empreinte carbone

Au sud du Caire, la station d'épuration d'Helwan recueille les eaux usées de 1,6 million d'habitants. Depuis 2021, le travail conjoint de l'AFD et de l'Union européenne, en étroite collaboration avec la Construction Authority for Potable Water and Wastewater (CAPW) égyptienne, permet de doter cette station d'épuration d'un système de gestion intégrée des ressources en eau. Il permettra de fournir un service d'assainissement fiable et de qualité dans le sud de l'agglomération, de réduire les pollutions liées aux eaux usées dans le canal d'irrigation d'Al Saff et de promouvoir une croissance compatible avec les enjeux du changement climatique.

Le projet intègre également des biodigesteurs afin de valoriser une partie des boues d'épuration produites, d'optimiser l'équation énergétique et financière de la station et de réduire son empreinte carbone. À ces travaux viendront s'ajouter la construction de deux nouvelles stations de pompage, la réhabilitation du canal d'irrigation recevant les eaux usées traitées, et la mise en place de services d'assistance technique, de maîtrise d'œuvre et d'audit.



« L'AFD est un partenaire de premier plan pour l'Union européenne »

Avec **Gert Jan Koopman**, directeur général du Voisinage et des Négociations à l'élargissement (DG NEAR), Commission européenne



Les villes du voisinage européen seront au cœur du programme FAST Cities. Ce programme contribue à développer les investissements durables dans les infrastructures urbaines, la gestion des déchets, l'eau et l'assainissement, le logement ou encore les transports.

Quel regard portez-vous sur le partenariat de l'Union européenne avec le groupe AFD ?

Le groupe AFD est un partenaire historique de premier plan pour l'Union européenne dans les régions du voisinage et de l'élargissement. Sur le terrain, je perçois l'importance du réseau d'agences locales de l'AFD et la qualité des dialogues de politiques publiques engagés avec nos pays partenaires.

Je constate aussi l'excellente coopération dans le cadre des initiatives Équipe Europe (voir encadré ci-contre) et la proximité avec les délégations de l'Union européenne. Cette coopération porte sur des secteurs d'intervention prioritaires tels que la transition écologique, les infrastructures, l'énergie, l'eau ou encore la sécurité alimentaire.

Comment s'opère cette collaboration avec la DG NEAR ?

L'AFD, Proparco et Expertise France contribuent à la mise en œuvre de nos plans économiques et d'investissements (PEI) et de leurs projets phares dans les Balkans occidentaux et dans les pays du voisinage méridional et oriental. L'objectif est de soutenir la reprise économique et sociale post-Covid-19 dans ces trois régions et de contribuer à la mise en œuvre du Global Gateway (voir page 7).

Et dans le cadre du FEDD+, le Fonds européen pour le développement durable élargi ?

À titre d'exemple, la DG NEAR a alloué une couverture de garantie de 100 millions d'euros – associée aux 76 millions d'euros de la direction générale des Partenariats internationaux (DG INTPA) – à la proposition de programme



37
projets AFD
ont été soutenus par
la DG NEAR entre 2008
et 2022 pour 510 M€
de dons

FAST Cities. En associant le secteur privé, ce projet contribue à développer les investissements durables des villes dans différents domaines : les infrastructures urbaines, la gestion des déchets, l'eau et l'assainissement, le logement ou encore les transports. Nous comptons sur le groupe AFD pour accélérer la mise en œuvre de ce programme ambitieux et atteindre ses objectifs.

Comment envisagez-vous le partenariat entre la DG NEAR et le groupe AFD dans les années à venir ?

Les garanties budgétaires sont devenues un instrument bien

établi pour l'Union européenne. Notre partenariat se développera davantage sur ce champ d'activité. Nous souhaitons renforcer l'effet de levier de nos ressources et mobiliser davantage le secteur privé pour accompagner les transitions climatique, environnementale, numérique et sociale.

Enfin, nous suivons avec intérêt et mesurons le fort investissement du groupe AFD en faveur de la mobilisation des autres acteurs et banques de développement – publics comme privés – que ce soit pour faire converger les différents agendas ou pour mobiliser des ressources financières destinées au climat, au développement, à la biodiversité et à l'atteinte des Objectifs de développement durable. À ce titre, nous soutenons les efforts de l'AFD dans les plateformes et forums tels que le sommet Finance en commun (FIC), le Joint European Financiers for International Cooperation (JEFIC) et bien d'autres.

Une approche partenariale en faveur des ODD

La réalisation de l'Agenda 2030 implique une plus grande convergence des flux financiers vers les Objectifs de développement durable (ODD) et, pour cela, une mobilisation collective des acteurs de la coopération et du développement.

Fort de ce constat, le groupe AFD tisse des alliances avec les partenaires européens bilatéraux. À travers l'AFD, le Groupe est membre du Joint European Financiers for International Cooperation (JEFIC), un réseau qui comprend des institutions publiques bilatérales européennes de développement. Par sa filiale Expertise France, il est aussi représenté au sein du Practitioners' Network, qui regroupe des agences européennes de coopération technique. Enfin, via sa filiale Proparco, il prend part au réseau des European Development Finance Institutions (EDFI), composé d'acteurs œuvrant auprès du secteur privé.

En parallèle, le groupe AFD tisse des liens avec des acteurs multilatéraux tels que la Banque européenne d'investissement (BEI), la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et la Banque de développement du Conseil de l'Europe (CEB).

Développer une stratégie d'influence via la mobilisation en réseau valorise le rôle et le poids des institutions nationales dans l'architecture de l'aide européenne. Elle contribue à construire une aide plus efficace et plus pertinente, au bénéfice de nos partenaires sur le terrain.



La première phase du projet RESILAC a couvert 13 territoires et 254 villages dans la région du lac Tchad.

Coordonner les réponses aux crises

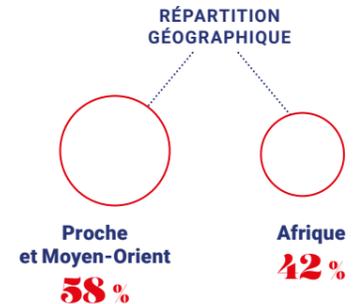
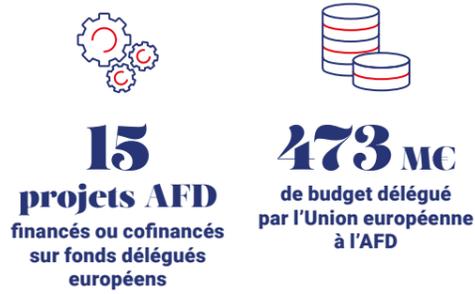
Le groupe AFD et l'Union européenne s'engagent dans les contextes de crises et de conflits avec pour objectif : travailler sur les causes structurelles des crises pour les prévenir ou les endiguer. Le Groupe combine réponses rapides et de long terme dans un souci d'adaptabilité. Lorsque la violence est trop importante, il soutient la résilience des populations en complément avec les interventions humanitaires. Plus qu'ailleurs encore, il s'investit dans une logique collaborative, notamment avec ses partenaires européens.

Poser les bases d'un développement pérenne

Dans les contextes de crises sociopolitiques prolongées, la pandémie de Covid-19 a été un facteur de déstabilisation supplémentaire : désordre social accru, perte de confiance dans les pouvoirs publics, populations vulnérables particulièrement affectées par les fermetures de frontières et les confinements... Face à l'urgence, le groupe AFD a mobilisé ses instruments et s'est efforcé d'adapter ses interventions.

Deux projets financés via le Fonds Paix et résilience Minka illustrent le partenariat étroit entre le groupe AFD et l'Union européenne en zones de crises. Le Programme de résilience et de cohésion sociale, présenté ci-contre, montre la flexibilité opérationnelle déployée pour lutter contre la pandémie de Covid-19 au Proche et Moyen-Orient. Le projet régional Redressement économique et social inclusif du lac Tchad (RESILAC) est également une intervention emblématique : dans une zone affectée par la crise de Boko Haram, il répond aux besoins immédiats des populations tout en menant des actions structurantes ciblant les causes profondes de leur vulnérabilité.

DE 2014 À 2022*



(* Données AFD)

Faire face au Covid-19 au Liban, en Jordanie et en Irak

Financement : 9 M€ de subvention UE déléguée à l'AFD via le fonds Madad
Bénéficiaires : ACTED, Action contre la faim, Croix-Rouge française, Terre des hommes
Partenaire : coopération italienne
Période : 2017-2021



IMPACTS

9 000 personnes vulnérables bénéficiaires sur 10 sites

1 500 kits d'hygiène distribués en réponse à la pandémie

Une cohésion sociale renforcée

À travers le Programme de résilience et de cohésion sociale – financé par le fonds Madad de l'Union européenne et mis en œuvre au Liban, en Jordanie et en Irak –, l'AFD et ses partenaires ont démontré leur capacité d'adaptation pour répondre aux effets dévastateurs du Covid-19 sur les réfugiés syriens et les communautés hôtes. Les actions prévues dans le secteur de la santé ont notamment été repensées pour sensibiliser les populations aux risques sanitaires liés au virus, faire évoluer les messages psychosociaux diffusés lors des campagnes de sensibilisation et développer de nouvelles modalités de soutien psychosocial afin de ne pas rompre le lien.

Ces actions liées à la pandémie de Covid-19 ont été menées dans le cadre d'une intervention plus large visant à améliorer l'accès des réfugiés syriens aux services de base – et notamment aux services de santé, y compris de santé mentale – tout en promouvant la cohésion sociale entre les communautés. Les quatre ONG partenaires de l'AFD ont travaillé en étroite collaboration avec les institutions nationales et les organisations de la société civile.

Vers un redressement socio-économique inclusif au lac Tchad

Financement : 36 M€ dont 31 M€ de subventions UE déléguée à l'AFD
Bénéficiaires : Action contre la faim en consortium avec CARE international et le groupe URD
Période : 2018-2022

Le projet régional Redressement économique et social inclusif du lac Tchad (RESILAC) contribue au redressement économique et au renforcement de la résilience et de la cohésion sociale dans les quatre pays du pourtour du bassin du lac Tchad (Cameroun, Niger, Nigéria et Tchad). Les actions menées ont couvert 13 territoires et 254 villages. Pour consolider les acquis du projet et faire passer à l'échelle les actions porteuses, l'AFD et l'Union européenne ont acté une seconde phase pour la période 2022-2027.



IMPACTS

124 898 personnes bénéficiaires, dont 21 276 en situation d'extrême vulnérabilité

12 029 personnes bénéficiant d'un meilleur accès aux services du secteur agricole

278 ha de terre restaurés en faveur de systèmes agro-écologiques

À travers une approche intégrée soutenant populations déplacées, rapatriées, réfugiées et communautés hôtes vulnérables, le projet instaure un environnement favorable à la reprise économique, à la résilience et à la cohésion sociale, tout en tenant compte du changement climatique. Il contribue à renforcer l'accès aux services de base, aux moyens de subsistance et aux opportunités d'inclusion sociale. Les autorités et les organisations locales bénéficient également d'un accompagnement, notamment pour assurer une gestion apaisée des ressources naturelles. Les activités de soutien mental et psychosocial ou encore le dispositif d'apprentissage et de gestion des connaissances intégré au projet en font une intervention particulièrement adaptée au contexte local.

La mobilisation d'un Groupe

Le groupe AFD compte deux filiales : Expertise France, l'agence interministérielle de coopération technique internationale – qui a rejoint le Groupe en janvier 2022 –, et Proparco, filiale dédiée au secteur privé. Tous deux contribuent au partenariat européen du groupe AFD.



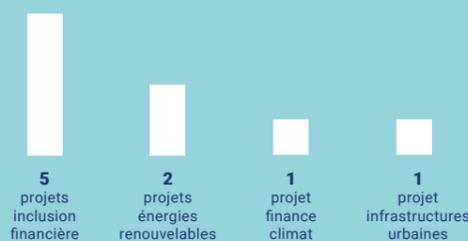
Expertise France soutient, dans le cadre de projets financés par l'Union européenne, la transition énergétique et climatique de la Côte d'Ivoire.

PROPARCO

DE 2015 À 2022*



RÉPARTITION PAR SECTEUR



(* Données Proparco)

Soutenir l'économie moldave face à la guerre en Ukraine

Financement : 10 M€
Bénéficiaires : micro, petites et moyennes entreprises moldaves
Période : 2023-2028

Un an après l'octroi d'un prêt de 8 millions d'euros à Microinvest, Proparco a renouvelé son soutien à la première institution de microfinance de Moldavie en juin 2023, via une ligne de crédit de 10 millions d'euros bénéficiant de la garantie EFSD-MSME de l'Union européenne.



IMPACTS

4 500 microcrédits octroyés en priorité aux petits exploitants agricoles et micro-entrepreneurs

171 micro, petites et moyennes entreprises locales soutenues

Plus de 600 emplois indirects maintenus

Créée à l'origine par la Fondation Soros, Microinvest s'est développée en ciblant le secteur agricole. Ce nouvel engagement de Proparco bénéficiera en particulier aux micro-entrepreneurs et aux petits exploitants agricoles. Durement touchés par la sécheresse de 2020, ces derniers doivent faire face aux conséquences de la guerre en Ukraine. Le financement de Proparco s'inscrit ainsi dans un contexte hautement stratégique, renforcé par la demande d'adhésion de la Moldavie à l'Union européenne en 2022.

Le MSME est le premier mécanisme de garantie conjointe du programme EFSD+. Il vise à renforcer les capacités de prêt des institutions financières intermédiaires locales afin qu'elles accordent des prêts aux micro, petites et moyennes entreprises.

EXPERTISE FRANCE

Un écosystème entrepreneurial fortifié en Afrique

Financement : 11 M€
Bénéficiaires : entreprises et entrepreneurs
Période : 2023-2026

En plein développement, l'écosystème entrepreneurial africain est un moteur de croissance essentiel pour le continent. Il contribue notamment à la création d'emplois décents, y compris pour les femmes et les jeunes. Pour accompagner cette dynamique, Expertise France participe à la mise en œuvre de l'initiative Équipe Europe Investing in Young Businesses in Africa – Supporting Entrepreneurial Ecosystem Development (IYBA-SEED).



IMPACTS

Créer des emplois décents pour les femmes et les jeunes

Favoriser des économies résilientes

Lancé en 2023, le programme IYBA-SEED est mis en œuvre dans cinq pays africains : l'Afrique du Sud, le Bénin, le Kenya, le Sénégal et le Togo. L'objectif est de renforcer les acteurs de l'écosystème entrepreneurial, de favoriser leur collaboration pour créer des synergies et de soutenir des entreprises en phase d'amorçage ou de pré-amorçage dirigées par des jeunes et des femmes. L'approche Équipe Europe qui caractérise ce projet permet de renforcer l'efficacité de l'aide au développement européenne.

EN 2022 AVEC L'UE*



(* Données Expertise France)



Institut Pasteur de Dakar, Sénégal. L'AFD et l'Union européenne appuient l'institut dans la production de vaccins, notamment contre le Covid-19.

Agir ensemble pour améliorer l'accès aux soins

Depuis 2014, le groupe AFD s'engage à mobiliser davantage de fonds délégués de l'Union européenne sur des enjeux de santé. Les objectifs : favoriser l'accès à des soins de qualité, en particulier chez les populations les plus pauvres et les plus vulnérables, promouvoir la santé sexuelle et reproductive, contribuer à l'atteinte de la couverture santé universelle, mais aussi renforcer les systèmes de santé et de protection sociale face au changement climatique.

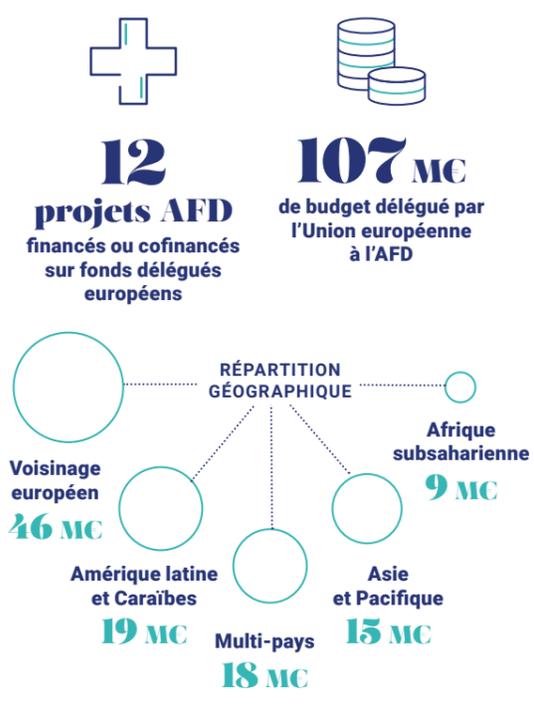
Les défis du dérèglement climatique

Le climat est un enjeu sanitaire de premier plan par l'augmentation de l'incidence des maladies climato-sensibles ou encore l'émergence de nouvelles maladies infectieuses... Ces impacts impliquent d'accompagner les systèmes de santé et d'améliorer leur résilience. L'enjeu est double : d'une part, atténuer les émissions de gaz à effet de serre du secteur et, d'autre part, adapter les services aux effets du changement climatique.

Maladies climato-sensibles, ou nouvelles maladies infectieuses... Le climat est un enjeu sanitaire de premier plan.

L'Union européenne et le groupe AFD agissent en faveur de la santé pour tous en soutenant des politiques et des programmes structurants. Deux projets illustrent notamment cette volonté commune : en Turquie, la construction et l'équipement d'un hôpital qui a fait ses preuves face au tremblement de terre de février 2023 ; au Sénégal, la réforme du secteur pharmaceutique menée par le Gouvernement, dont l'objectif est de répondre à 50 % des besoins en produits de santé dans le pays d'ici 2050.

DE 2014 À 2022*



(* Données AFD)

Renforcer la souveraineté pharmaceutique du Sénégal

Financement : 25 M€ de prêt AFD et 5 M€ de subvention UE
Bénéficiaire : État sénégalais
Période : 2022-2024



IMPACTS

Promouvoir les investissements dans le secteur pharmaceutique

Favoriser une industrie pharmaceutique locale autonome et pérenne

Des produits de santé à la qualité renforcée

Les inégalités d'accès aux vaccins contre le Covid-19 au niveau mondial ont rendu indispensable de renforcer la souveraineté pharmaceutique du continent africain. Aux côtés de ses partenaires européens, l'AFD soutient la stratégie de l'Union africaine et du Centre africain pour la surveillance et la prévention des maladies (CDC Afrique) en faveur de plateformes régionales de production de vaccins en renforçant les industries locales et leurs écosystèmes.

Au Sénégal, par exemple, l'AFD accompagne le Gouvernement dans la mise en œuvre de son plan de relance du secteur pharmaceutique. Son objectif est de répondre à 50 % des besoins en produits de santé dans le pays d'ici 2050. Cet appui vise à promouvoir une approche structurante. Il est apporté via un prêt de politique publique dans le cadre d'une initiative Équipe Europe dédiée à la production de produits de santé.

En Turquie, un hôpital durable à la frontière syrienne

Financement : 40 M€ dont 30 M€ en subvention déléguée à l'AFD via la FRIT
Bénéficiaire : ministère de la Santé turc
Partenaire : AP-HP international pour l'accompagnement technique
Période : 2022-2028



IMPACTS

Un accès renforcé à des soins de qualité

Deux nouveaux services de soins palliatifs et de soins intensifs pédiatriques

Une plus grande acceptation des réfugiés par les populations hôtes

De 2017 à 2022, l'AFD a instruit le projet de construction et d'équipement d'un hôpital public à Dörtyol pour le compte de l'Union européenne. Le projet a été financé dans le cadre de la Facilité en faveur des réfugiés en Turquie (FRIT), lancée en 2016 pour soutenir les efforts de la Turquie dans l'accueil de plus de quatre millions de réfugiés syriens.

Dans ce chef-lieu de la province du Hatay, où plus de 500 000 réfugiés ont été accueillis pour 1,5 million d'habitants, ce nouvel établissement inauguré en 2022 a doublé la capacité d'hospitalisation locale, la portant à 300 lits. L'hôpital facilite aussi l'accès des réfugiés et des populations hôtes aux soins de santé spécialisés.

Des normes antisismiques élevées, alignées sur les standards européens, ont permis à l'hôpital de résister au tremblement de terre de février 2023 et de répondre aux besoins des populations dans cette situation de crise.



Bidonville de Soweto. L'Afrique du Sud est l'un des pays bénéficiant de la facilité de recherche UE-AFD sur les inégalités.

Une facilité de recherche pour mieux comprendre les inégalités

Financement : 7,5 M€ de subvention UE
Partenaires : centres de recherche et autorités locales des pays partenaires
Période : 2022-2024

Depuis 2015, l'AFD et l'Union européenne font de la lutte contre les inégalités l'une de leurs priorités. La Commission européenne et l'AFD ont entamé leur collaboration sur ce sujet en 2017 avec la mise en place de la Facilité de recherche UE-AFD sur les inégalités. Financée par l'Union européenne et coordonnée par l'AFD, cette facilité contribue à améliorer les connaissances sur les inégalités socio-économiques et à élaborer les stratégies les plus à même de les réduire. Elle participe ainsi à l'atteinte des Objectifs de développement durable (ODD) et plus spécifiquement à la lutte contre les inégalités (ODD 10).

Entre 2017 et 2020, 23 projets de recherche ont été menés dans 32 pays. Ils ont contribué à renforcer la compréhension des inégalités socio-économiques, leurs déterminants, leurs effets et leurs dynamiques, et ont donné lieu à la publication de cent articles de recherche. Ce programme a également nourri le débat académique et initié ou approfondi des échanges nationaux sur le thème des inégalités dans les pays concernés.



23
projets
ont été menés durant
la phase 1 de la facilité

de cent articles de recherche. Ce programme a également nourri le débat académique et initié ou approfondi des échanges nationaux sur le thème des inégalités dans les pays concernés.

Des partenariats renforcés entre les États

Le succès de ce programme a mené au lancement d'une seconde phase en 2021. Cette extension soutient la définition de politiques de réduction des inégalités dans quatre pays partenaires : l'Afrique du Sud, le Mexique, la Colombie et l'Indonésie. À long terme, elle permettra aux pays partenaires et aux acteurs du développement de mieux appréhender les dynamiques relatives aux inégalités et de mieux y répondre à travers des politiques publiques et des stratégies plus inclusives et équitables.

Cette facilité de recherche contribue également à construire une stratégie européenne commune pour réduire les inégalités. À travers son comité stratégique, elle renforce la cohésion entre les États membres de l'Union européenne et accompagne la Commission européenne dans la mise en œuvre de cet objectif.

Une diversification économique équitable en Afrique du Sud

L'Afrique du Sud reste un pays très inégalitaire en matière de répartition des richesses, de niveau de vie, d'opportunités d'emploi et de revenus des ménages. Les deux piliers de la phase 2 de la facilité de recherche appuient le Plan de reconstruction et de relance économique sud-africain. Le premier pilier consiste à développer un outil en ligne devant fournir des informations détaillées sur le marché du travail et les compétences locales afin d'aider les pouvoirs publics, du niveau national au niveau local, à élaborer des stratégies de diversification économique équitables, surtout dans un contexte de sortie du charbon.



IMPACTS

Une meilleure compréhension des inégalités en Afrique du Sud

Des politiques publiques plus efficaces pour réduire les inégalités

Des processus de planification économiques plus équitables et soutenables

Dans le cadre du second pilier, l'AFD et la présidence sud-africaine développent un programme de recherche pour mesurer les externalités économiques de la politique de relance de l'économie sud-africaine.

Un outil de diagnostic dans trois pays pilotes



IMPACTS

Des stratégies de politiques publiques pour réduire les inégalités

Des recherches nationales approfondies sur les inégalités

Des débats publics stimulés par le biais de d'études approfondies

Ce projet de recherche fait avancer l'analyse des inégalités et les débats publics sur les stratégies pour les réduire. Pour cela, il développe un outil test de diagnostic mis en place dans un nombre limité de pays pilotes : l'Afrique du Sud, le Kenya et le Ghana. Cet outil permet une analyse en profondeur des inégalités multidimensionnelles dans un pays donné. Les conclusions tirées de cette analyse aident les gouvernements à identifier des priorités et des options de politiques à mettre en place pour réduire les inégalités.

Vers des politiques publiques plus égalitaires en Colombie



IMPACTS

Des réformes avec un fort potentiel de réduction des inégalités dans les domaines économique, social et rural

Des trajectoires de développement plus soutenables et plus équitables

La seconde phase de la facilité soutient le gouvernement colombien dans la mise en place d'un programme d'élaboration de politiques publiques pour la réduction des inégalités. À ce jour, un diagnostic des inégalités a été réalisé ainsi qu'une étude sur les effets de redistribution de la politique fiscale et sociale.

Cette première étape du programme a notamment révélé que les inégalités territoriales et les inégalités foncières sont

les plus importantes en Colombie. Il en ressort aussi que les politiques fiscales et sociales façonnent significativement les inégalités, notamment à travers les transferts sociaux, les pensions de retraite et les impôts indirects. Sur cette base, les piliers d'une future politique publique prendront en compte la soutenabilité environnementale. Ils devront également toucher le social, le fiscal et la réduction des inégalités territoriales et prévoir une réforme rurale intégrale.



« L'aide peut contribuer à l'affirmation géopolitique de l'Europe »

Avec **Anna Lipchitz**, responsable de la division Europe de l'AFD et représentante du groupe AFD auprès des institutions européennes

Quel regard portez-vous sur le partenariat entre la Commission européenne et le groupe AFD ?

Notre collaboration s'est considérablement renforcée ces dernières années. Guidée par des stratégies communes et une même volonté d'atteindre les Objectifs de développement durable, elle s'approfondit pour plus d'impact sur le terrain.

Ce partenariat a permis une amélioration constante des modes de faire de l'AFD. Il aide aussi la Commission à mieux connaître les défis liés à la mise en œuvre des projets sur le terrain. Notre collaboration contribue par ailleurs à rapprocher les acteurs européens de l'assistance technique et de la finance, publique et privée, pour créer des effets de leviers.

Les outils de financement s'orientent vers plus de simplicité pour travailler plus efficacement et attirer davantage le secteur privé.

La nouvelle stratégie Global Gateway, lancée fin 2021, vise à aller encore plus loin sur ce volet partenarial...

Elle appelle à une coordination plus forte en Équipe Europe et renforce par là même le réflexe partenarial du groupe AFD. Plus que jamais, nous tissons des alliances avec les autres partenaires européens, au sein des réseaux, des bilatéraux et des banques multilatérales (voir page 13). Pour les équipes opérationnelles, cela représente des coûts de coordination plus importants, mais ils sont essentiels pour une aide plus efficace, plus pertinente, au bénéfice de nos partenaires sur le terrain.

Comment les instruments de financements peuvent-ils accompagner cette évolution et contribuer à un impact accru sur le terrain ?

Les outils de financement poursuivent leur mue, guidés par une écoute plus fine des besoins des bénéficiaires finaux des projets. Ils s'orientent aussi vers plus de simplicité pour travailler plus efficacement et attirer davantage le secteur privé.

Dans ce sens, l'accord de cofinancement signé en mars 2023 au sein du Joint European Financiers for International Cooperation (JEFIC) permet d'aller plus loin. En reconnaissant les savoir-faire de chacun, il favorise le financement de projets en commun exécutés par les acteurs appropriés, dans une confiance renforcée.

C'est en poursuivant ce chemin que l'architecture de l'aide européenne pourra réellement contribuer à l'affirmation géopolitique de l'Europe sur la scène internationale.

Coordination AFD : Peggy Frey, Adelle Lafourcade

Conseil éditorial, mise en pages et infographie : ANIMAL PENSANT

Crédits photo : couverture : Ollivier Girard/AFD ; page 2 : Alexandre Salle de Chou/AFD ; page 3 : Clément Tardif/AFD ; page 6 : Jennifer Jacquemart/Commission européenne ; page 7 : Suez ; page 8 : Erwan Rogard/AFD ; page 10 : BirdLife International ; page 12 : Aurore Martignoni/Commission européenne ; page 13 : Marie Tihon/AFD ; page 14 : Christophe Da Silva/ACF ; page 17 : Saphir Niakadié ; page 18 : AFD ; page 20 : Wirestock ; page 22 : Éric Thauvin/AFD

Pour un monde en commun

Le groupe AFD contribue à mettre en œuvre la politique de la France en matière de développement durable et de solidarité internationale. Composé de l'Agence française de développement (AFD), en charge du financement du secteur public et des ONG, de la recherche et de la formation ; de sa filiale Proparco, dédiée au financement et à l'accompagnement du secteur privé ; et d'Expertise France, agence de coopération technique, le Groupe finance, accompagne et accélère les transitions nécessaires pour un monde plus juste et résilient.

C'est avec et pour les populations que nous construisons en lien avec nos partenaires des solutions partagées dans plus de 150 pays, ainsi que dans 11 départements et territoires ultramarins français. Notre objectif ? Concilier développement économique et préservation des biens communs : le climat, la biodiversité, la paix, l'égalité femmes-hommes, l'éducation ou encore la santé. Nos équipes sont engagées dans plus de 4 800 projets sur le terrain, contribuant ainsi à l'engagement de la France et des Français en faveur des Objectifs de développement durable (ODD). Pour un monde en commun.



www.afd.fr

Twitter : @AFD_France - Facebook : AFDOfficiel - Instagram : afd_france

5, rue Roland-Barthes - 75598 Paris cedex 12 - France

Tél. : +33 1 53 44 31 31